

L'Express du 02/03/2006

1971

## Le complot de Skhirat

par Pierre Doublet

**Le roi Hassan II reçoit pour son anniversaire plus de mille invités lorsque font irruption deux colonnes de cadets commandés par quelques dizaines d'officiers. Ils tirent sur la foule des invités. Le souverain échappe miraculeusement à la mort**

**I**l est hâve, mal rasé, taciturne. Sa casquette Bigeard le distingue à peine des dignitaires qui se bousculent derrière le roi. Le général Mohammed Oufkir n'a pas dormi depuis deux nuits. Mais il est venu. Car les quatre généraux qui reposent ce lundi, parmi vingt cercueils d'officiers alignés face à la mer devant Rabat la blanche, étaient ses camarades. Ils ont péri stupidement l'avant-veille, dans la tuerie du palais d'été de Skhirat, qui a failli coûter à Hassan II son trône et peut-être la vie. Sur le drapeau rouge à l'étoile verte qui recouvre chaque bière, le roi, ému, appose les mains. Voilà longtemps que le souverain ne faisait plus confiance qu'à l'armée: il a perdu là, d'un coup, quatre de ses meilleurs soutiens.

### Le roi regarde l'exécution à la jumelle

Mais si le général Oufkir a veillé si tard, c'est qu'il a lui-même interrogé, toute la nuit, les officiers du putsch. Parmi eux, quatre autres généraux. Il les verra fusiller le lendemain, dans les dunes d'un champ de tir, tandis que le roi, d'une terrasse, observera leur agonie à la jumelle. Ceux-là aussi étaient des camarades d'Oufkir. Ils étaient sortis des mêmes écoles. Ils avaient servi, parfois ensemble, dans les mêmes unités françaises. Mais le général Oufkir ne montrera aucune émotion, même quand les pelotons s'entendront ordonner de cracher sur les cadavres.

### Epuration

Et, soudain, tout le Maroc a peur. Peur de ce connétable au profil d'aigle, dont la puissance paraît s'enfler à mesure qu'il fait le vide. Il est depuis onze ans grand maître de la police, depuis sept ans ministre de l'Intérieur. Il a muselé les politiciens, décapité la gauche et brisé les émeutes. Et voilà qu'au soir du putsch de Skhirat, le roi, d'un mot, lui donne pleins pouvoirs pour épurer la seule véritable force de droite: l'armée. Du putsch à la répression, celle-ci a perdu, en trois jours, 9 généraux sur 14. L'inquiétude s'installe dans chaque caserne. Livrée à Oufkir au moins pour un temps, l'armée, comme tout le pays, peut se demander quels secrets terribles cachent ses lunettes noires. [...]

### Il y a de plus en plus de pauvres: le niveau de vie baisse de 3% par an. Le pays compte 1 million de sans-emploi

«Oufkir, dit-on, garde à 51 ans les nerfs les plus solides du Maroc.» Ce Berbère de l'Atlas, au seigneurial mépris pour la racaille des villes, est homme de ruse subtile, d'étonnant courage, et de loyautés simples. L'affaire Ben Barka les a simplifiées encore.

Insouciant de politique comme de droit, Oufkir était passé, directement, du lycée à l'armée - française. Il a, presque toute sa vie, identifié le Maroc à la France. La France pouvait lui demander n'importe quoi: de porter ses couleurs à Rome quand, en juin 1944, la Ire armée y entra dans l'éclatante fanfare de ses tabors. D'aller se battre en Indochine. De convaincre, en 1955, le sultan fantoche Moulay Arafat de rendre son trône au roi Mohammed V, de retour d'exil pour proclamer l'indépendance de son pays. Oufkir, l'homme aux fidélités sans frontières, semble n'avoir jamais bien compris pourquoi le général de Gaulle le laissait condamner *in absentia* à la prison à vie, en 1966, pour avoir, avec l'aide des services français, supprimé l'adversaire le plus redoutable de la monarchie marocaine: Mehdi Ben Barka, chef de la gauche, dont les projets de «république populaire» ne pouvaient, aux yeux d'Oufkir, faire l'affaire de personne.

**Effervescence.** La France le rejetait. Restait le Maroc. Et le roi: pour Oufkir, c'est la même chose. Le roi, seul, peut tout exiger de lui: d'écraser sous le napalm, comme en 1958, les rebelles berbères du Rif. D'ouvrir le feu, comme en mars 1965, sur la «racaille»: les étudiants et les chômeurs de Casablanca, dont l'effervescence menaçait d'embraser tout le Maroc. D'interroger lui-même, sous la torture, les meneurs de gauche accusés de complot, comme en 1963, comme en 1971 à Marrakech. De fusiller, comme mardi, ses camarades berbères de l'armée royale: entre «roi» et «nation», ceux-là commencent à voir une différence.

### Le roi est terriblement seul

Pour Oufkir, cette seule idée est un crime. Gardien dévoué du trône, il fait le vide autour de lui pour mieux le

protéger. Et dans ce vide son pouvoir s'étend. Est-ce de l'ambition? Plutôt une forme simple de patriotisme. Il sait qu'il ne serait plus rien sans le roi.

Et le roi sait, depuis huit jours, qu'il ne serait plus rien sans lui. Car le roi est seul. Terriblement seul. Dans les glaces du palais de Skhirat, volant en éclats le 10 juillet sous les rafales des putschistes, s'est brisé un reflet qui n'était déjà plus qu'un souvenir: celui du jeune roi qui promettait, à son avènement, voilà dix ans, de gouverner avec les partis, le Parlement, pour le progrès du Maroc. Pour les jeunes. Pour les pauvres.

Il n'y a, pour ainsi dire, plus de partis libres. Dans le sillage de Ben Barka, toute la gauche est devenue suspecte. En ce moment même, à Marrakech, 161 «gauchistes» entassés dans un même box répondent de «trahison». La droite se tait: toute critique ouverte entraîne la saisie des journaux et parfois l'arrestation de l'éditeur. Il n'y a pas de Parlement véritable: gauche et droite ont boycotté les élections d'août 1970, et sur les bancs ne siègent que les hommes du roi. Mais il y a de plus en plus de jeunes: près des trois quarts de la population a moins de 30 ans, et les Marocains - 15 millions - seront 30 millions dans dix ans. Et il y a de plus en plus de pauvres: le niveau de vie baisse de 3% par an. Le Maroc compte 1 million de sans-emploi. A Casablanca - 1,5 million d'habitants - 1 homme sur 4 chôme. Les paysans - 70% du peuple - ne se partagent qu'un cinquième du revenu national. Un tiers à peine des gosses vont à l'école et les trois quarts des Marocains sont illettrés.

## Spéculation

On croirait voir, pourtant, un pays riche. Mercedes et voitures américaines sillonnent les routes. Chaque mois, Rabat étend plus loin dans la campagne ses villas blanches. Tout au long de la côte jaillissent d'énormes hôtels de luxe. Mais cela, c'est la bourgeoisie, dont les capitaux servent à la spéculation rapide plus qu'aux investissements nationaux. La bourgeoisie qui s'enrichit, à condition de ne pas faire de politique et de se taire.

Le peuple aussi se tait, dans sa patience, son fatalisme et son respect de Dieu. C'est Hassan II qui, chaque vendredi, préside, en fez et longue djellaba blanche, la prière solennelle du royaume. Il est commandeur des croyants, descendant du Prophète. Toute attaque contre le régime est blasphème, sacrilège, puisque le régime, c'est lui. Spirituel et temporel sont confondus. C'est que le roi l'a bien voulu: «Je ne mettrai jamais, disait-il, la monarchie en équation.» Il est allé jusqu'à dissoudre le Parlement en 1965, par méfiance de la gauche, pour gouverner seul durant cinq ans. Il continue, puisque l'opposition a boycotté les urnes, que le Parlement ne joue que du tampon, et que les ministres exécutent les ordres sans discuter. Députés et ministres viennent tous de la bourgeoisie. Ils servent le régime ou en profitent. Certains sont honnêtes et d'autres pas. Ils ne constituent pas une assise politique, bien sûr. Mais quelle importance? Tant que l'armée est là, avec ses officiers berbères, fidèles compagnons de toujours...

Jusqu'au 10 juillet, c'est vrai. Parmi les plus féaux, les plus proches du roi, les mieux comblés de ses faveurs était un officier rifain superbe: le général Mohammed Medbouh. C'est lui, le commensal honnête, qui a monté l'affaire de Skhirat.

Son père, caïd dans le pays d'Aknoul, s'était battu sous Abd el-Krim contre les troupes de Lyautey. Medbouh a fait le Cadre noir de Saumur. Il a servi, comme Oufkir, en Indochine. Rallié au trône à l'indépendance, il fut très vite ministre, gouverneur de provinces. Puis, depuis huit ans bientôt, chef de la maison militaire du roi. [...] C'est pour l'avoir chargé en mars d'une mission secrète à Washington que le roi Hassan a failli voir sombrer son régime.

Prétexte officiel: préparer la visite que le roi devait faire à Washington du 22 au 27 avril. But réel: apprendre pourquoi le gouvernement des Etats-Unis manifeste quelque mauvaise humeur.

Medbouh découvre sans peine la raison: le président de la Panamerican Airways a transmis à son ami William Rogers, secrétaire d'Etat, un dossier comprenant des photocopies de lettres du Maroc. Panamerican voulait acheter un coûteux terrain à Casablanca pour y édifier un hôtel de luxe. Un dignitaire proche de Hassan II a eu la bêtise d'écrire, noir sur blanc: «Il faudrait aussi verser 600 millions au roi.»

## **Beaucoup n'ont pas très bien compris ce qu'ils venaient faire là. Ils partaient, leur a-t-on dit, «en manœuvres»**

Il y a pis encore. Medbouh apprend, des mêmes sources, l'existence au Maroc d'un formidable trafic sur les métaux. Des familiers du monarque, des parents mêmes, y sont mêlés. Ecœuré, secoué jusqu'au fond de l'âme, Medbouh voit son pays déshonoré. [...] «Depuis deux mois, il n'était plus le même, dira le roi à un ami après la tuerie de Skhirat. J'aurais dû me séparer de lui plus tôt. Il semblait avoir mauvaise conscience lorsqu'il s'approchait de moi. Je ne comprenais pas pourquoi...»

Le 10 juillet, à Skhirat, sur les greens du palais d'été où le roi, parmi 1 200 invités, fêtait son 42e anniversaire, le général Medbouh portait à la main une casquette de polo jaune.

Le jaune et le bleu sont les couleurs de l'école des sous-officiers d'Ahermoumou. Les conjurés les avaient prises

pour signal de ralliement.

Une casquette, un foulard jaune ne surprennent pas cette foule où se mêlent, décontractés, en tenue de sport, ministres, ambassadeurs, officiers en civil, hôtes d'honneur. [...] L'entourage et la famille sont là, au complet, groupés dans cette enceinte à 20 kilomètres de la capitale. L'anniversaire donne aux conjurés une occasion unique.

Ceux-ci ne sont sans doute pas très nombreux. Une poignée d'officiers supérieurs. Assez rares pour expliquer l'aveu d'ignorance que fera Oufkir: le ministre de l'Intérieur est là, proche du roi, et semble ne rien attendre d'exceptionnel. Medbouh jette à sa montre un coup d'œil, sort un moment du palais au volant de sa voiture. Il rencontre, à quelques kilomètres, une colonne d'une quarantaine de camions, s'arrête pour parler un instant à l'officier qui la commande, fait demi-tour, retourne vers le golf.

Le chef de la colonne est le colonel Ababou, un Rifain de la même tribu que Medbouh. Ababou commande l'école de sous-officiers d'Ahermoumou, dans le Moyen Atlas, à quelque 300 kilomètres à l'est. Ses cadets le suivent, tendus, crispés sur leurs armes chargées.

## Cauchemar

Beaucoup n'ont pas très bien compris ce qu'ils venaient faire là. Ils partaient, leur a-t-on dit, «en manœuvres». Personne ne les a arrêtés, tout au long de la route. Puis, Rabat franchi, leurs officiers leur ont dit: «Le roi est en danger. Il est entouré d'ennemis, de gens de mal. Il faut aller l'en délivrer.» Ce n'est pas la première fois, sans doute, qu'ils entendent dire du mal de l'entourage du roi. Mais, cette fois, la phrase est dite, ou comprise au sens littéral: «Le roi est victime d'un complot. Il faut le secourir. C'est une chance que nous soyons là.»

Ahermoumou n'est ni Saint-Cyr ni West Point: c'est une école de braves petits Berbères, dont la plupart ont 18 ans, sélectionnés pour leur ardeur combative. Ces «crânes rasés» - c'est leur surnom - ne posent pas de questions. «On les avait drogués», dira le roi Hassan. Peut-être. On a trouvé du Maxiton. Mais ce n'en était sans doute pas la peine. Ils descendent des camions, entourent silencieusement la villa, se glissent vers le golf et les dunes.

## Une grenade sous la table

Une pétarade de fantasia couvre la musique de l'orchestre andalou. «Curieux, dit un professeur autrichien, ce feu d'artifice en plein jour.» Côté buffets, un Français pénètre en trébuchant sur la terrasse, la jambe en sang, s'effondre. Une grenade, qui n'éclatera pas, roule sous la table de Louis Joxe à 2 mètres du roi. On se lève. On se bouscule vers les sorties. Dehors, le décor d'*Alice au pays des merveilles*, éclaboussé de sang, encadre un incohérent cauchemar de Série noire. Sur les greens, joueurs, jardiniers et caddies en culotte rouge s'effondrent, abattus presque à bout portant. [...] On entend crier en français «Vive la Révolution!». Alors, un putsch gauchiste? A l'ambassadeur de Pékin qui crie: «Chine populaire!» une voix répond, en français: «On s'en balance, de votre Chine à la noix de coco! On vous emmerde!» Un putsch arabe? Au chargé d'affaires de Libye qui se proclame «révolutionnaire arabe» une autre voix répond, tonnante: «Ta gueule! On s'en fout!» [...]

Et le roi? Il s'est éclipsé très tôt, dès qu'une grenade, vers 13 h 40, a roulé sous la table de M. Joxe. Une demi-heure plus tard, tout au plus, il s'est enfermé dans un lavabo attenant à un petit bureau de la villa, en compagnie d'Oufkir, de quelques Marocains et Français. Quatorze personnes en tout. Veut-on le tuer?

On ne le saura jamais. Du moins, jamais par le canal d'Oufkir et des «aveux» qu'il citera trois jours plus tard. Très vite, après le début de l'attaque, le général Medbouh a vu cette porte fermée. Il est venu frapper. Il a demandé au roi de le suivre. «Pour parlementer.» Pour l'abattre, ou vraiment pour négocier une abdication, ou une investiture des putschistes? Le roi a répondu: «Je n'ai pas à vous suivre.» Il est resté enfermé. Devant la porte, aussitôt, Medbouh a placé une sentinelle: «Que personne n'entre! Que personne ne sorte!»

## «Vous creusez vos propres tombes»

Puis Medbouh, repartant, a rencontré le Dr Fadel Benyaich, médecin personnel du souverain, que celui-ci avait envoyé s'enquérir de ses enfants. Un soldat met Benyaich en joue. Medbouh lève un bras vers le docteur, crie: «Pas maintenant!» La rafale part. Benyaich est tué net. Medbouh est touché au bras. Les mutins constatent la méprise, emportent Medbouh sur une civière. Mais, cardiaque, diabétique, il n'a pu résister au choc. Il meurt. Bêtement. Comme tant d'autres. Plus personne, après lui, ne sait où est le roi.

Et voici que les mutins n'ont plus de chefs. Le gros s'en va, Ababou en tête, dans ses camions, après avoir tiré au hasard, sur les civils, quelques dernières cartouches. Ils vont à Rabat, occuper quelques bâtiments: l'état-major, l'Intérieur, Radio-Maroc, qui proclamera la «république» dans le désert.

L'armée d'Oufkir tuera Ababou et les en délogera le lendemain. Restent, à Skhirat, une centaine de gardes, désorientés, perdus, ne sachant plus du tout ce qu'ils font là. Quand ils retrouveront enfin le roi dans son réduit, vers 16 h 45, ils l'en feront sortir, sans le reconnaître, les mains croisées sur la tête. Puis ils verront qu'il est le roi. Ils lui baiseront la main, réciteront avec lui la première sourate du Coran: «Au nom de Dieu le

Clément, le Miséricordieux...» et crieront: *Yahia el Malik!* («Vive le roi!») dans les jardins où gisent, çà et là, une bonne centaine de cadavres.

Nettoyage A Oufkir, qui revêtu un treillis, le roi donne pleins pouvoirs pour rétablir l'ordre. Comme lors des émeutes de Casablanca, en 1965. Ce n'est pas un ordre écrit. Le roi reste le maître. Oufkir n'en demande sans doute pas plus. Le ministre de l'Intérieur part pour Rabat, nettoie les ministères des derniers rebelles et ouvre l'enquête. Elle dure deux jours et deux nuits. Il n'y a pas de procès, pas de jugement. Rien qu'un interrogatoire secret.

Le résultat est terrible. Trois généraux, chefs de régions militaires, sur six, seront fusillés, pour avoir été pris, dit Oufkir, sur le fait. Un quatrième, le général Abdechmar Habibi, commandant la région de Marrakech, marchera au poteau en criant: «Je suis innocent. Le roi le sait.» C'est le roi qui, de Skhirat, lui a enjoint de regagner Marrakech pour y assurer l'ordre. Il s'est arrêté à Rabat, à l'état-major alors occupé par les rebelles. Personne ne sait ce qu'il y a fait. Personne, sinon Oufkir et le roi. Mais il a été fusillé quand même, avec les neuf autres officiers de mardi. Et les exécutions n'ont arrêté, sans doute, ni l'enquête ni l'épuration. La femme d'un capitaine disait, mercredi, être encore sans nouvelles de son mari, convoqué le samedi soir, après le putsch. D'autres femmes d'officiers, dit-elle, sont dans le même cas. Un militaire nous a dit: «Mardi - le jour des exécutions - était, dans bien des casernes, un jour de deuil.»

## Menace

Car les officiers de l'armée, ces Berbères qui détestent les gens des villes, savent bien pourquoi Medbouh a monté cette affaire. Même si ses amis et lui, comme l'affirme Oufkir, «se sont conduits comme des ânes». Et cette conscience nouvelle, cette inquiétude, est pour le roi une menace terrible. «Comment le roi, désormais, nous a dit un officier, pourra-t-il nommer en confiance un général?» [...]

19 juillet 1971

**L'EXPRESS**.fr

L'ACTU : Monde | France | Régions | Economie | bourse | Sport | Science |  
High-tech | Photos & Vidéos | Débats & Blogs  
LE MAG : Mode(s) | Saveurs | Ciné & spectacles | Voyages | Livres  
ET VOUS : Emploi | Forum | Rencontres | Email gratuit | Newsletter | RSS